



Chambre des communes
CANADA

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

FAAE • NUMÉRO 024 • 1^{re} SESSION • 39^e LÉGISLATURE

TÉMOIGNAGES

Le mercredi 25 octobre 2006

—
Président

M. Kevin Sorenson

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

<http://www.parl.gc.ca>

Comité permanent des affaires étrangères et du développement international

Le mercredi 25 octobre 2006

• (1530)

[Traduction]

Le président (M. Kevin Sorenson (Crowfoot, PCC)): Bon après-midi.

Il s'agit aujourd'hui de la 24^e réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international. Conformément au paragraphe 108(2) du Règlement, le comité tient une séance d'information sur la situation en Afghanistan.

Permettez-moi d'abord de remercier notre ministre de la Défense nationale qui s'est libéré pour comparaître devant notre comité.

Le Comité des affaires étrangères et du développement international se concentre sur l'étude du développement démocratique ainsi que sur les moyens que nous pouvons prendre pour aider les autres pays du monde à jouir, comme nous, des avantages de la démocratie. Le travail de notre comité consiste à se pencher sur les problèmes qui se posent, notamment ceux de cet été au Moyen-Orient, la situation au Darfour et d'autres aussi, pour essayer de les examiner en collégialité. Aucune autre question n'a eu autant d'importance pour nous que les efforts que déploient nos braves hommes et femmes des Forces canadiennes en Afghanistan.

Nous aurons un compte rendu spécial sur la situation en Afghanistan aujourd'hui. L'honorable Gordon O'Connor, ministre de la Défense nationale, s'est libéré pour faire le point personnellement avec nous et pour répondre à nos questions sur la contribution du Canada en Afghanistan.

Monsieur le ministre, nous vous remercions d'être là.

Il est accompagné aujourd'hui de M. Rodney Monette, sous-ministre par intérim, et du chef d'état-major de la Défense, le Général R.J. Hillier.

Soyez les bienvenus à notre comité. Nous vous remercions d'être venus témoigner.

Comme vous le savez, les travaux du comité sont ainsi constitués que vous pouvez faire des observations préliminaires. Nous entreprendrons la première ronde de questions immédiatement après vos déclarations. La première ronde est une ronde de 10 minutes. Nous avons bien hâte d'entendre vos commentaires et nous osons croire que vous avez également hâte de répondre à nos questions.

Merci, monsieur le ministre. Je vous cède la parole.

L'hon. Gordon O'Connor (ministre de la Défense nationale): Monsieur le président, mesdames et messieurs les membres du comité, la semaine dernière, j'ai eu l'occasion de parler à vos collègues du Comité permanent de la défense nationale des progrès que nous réalisons actuellement en Afghanistan. C'est un plaisir pour moi que de comparaître devant votre comité et de discuter de la mission que poursuivent les Canadiens et du travail extraordinaire qu'ils effectuent tous les jours.

Aujourd'hui, j'aimerais replacer notre participation à la mission en Afghanistan dans son contexte, car il est important que les Canadiens comprennent comment les conflits et les bouleversements qui se produisent à l'autre bout du monde nous touchent ici au Canada. Je veux également souligner certains des succès que les Canadiens ont obtenus en Afghanistan, et vous faire part des jalons essentiels que nous avons aidé les Afghans à franchir.

D'abord, je tiens à rappeler au comité que notre monde a changé depuis la fin de la guerre froide. Les menaces à la paix et à la sécurité n'ont plus de frontières. Les attaques du 11 septembre, au cours desquelles 24 Canadiens sur environ 3 000 personnes ont trouvé la mort, ont changé pour toujours notre façon de voir notre monde. La sécurité du Canada n'est plus menacée par d'imposantes formations blindées qui se débattent dans les plaines centrales de l'Europe. Nous ne craignons plus les attaques de bombardiers nucléaires contre l'Amérique du Nord en provenance de l'Arctique. La véritable menace vient aujourd'hui du terrorisme, de la prolifération des armes de destruction massive ainsi que des États non viables et en déroute.

Cette nouvelle réalité a fondamentalement changé la façon dont nous menons nos opérations. Que ce soit en Somalie, au Soudan ou en Afghanistan, les opérations de paix ne ressemblent plus au modèle classique de maintien de la paix. L'image du Casque bleu non armé planté entre deux ennemis pour les aider à mettre en oeuvre un accord de paix ne reflète pas la réalité d'aujourd'hui, ni l'expérience des Forces canadiennes ces dernières années. Les nouvelles menaces à la sécurité exigent un nouveau type de réponse. La présence de diplomates canadiens, d'agents de la GRC, d'agents de police municipaux et d'agents de développement aux côtés des militaires à Kandahar sont d'éloquents témoignages de la façon dont les choses ont changé. Les opérations d'aujourd'hui sont plus robustes, plus complexes et elles font appel à de nombreux intervenants.

Auparavant, les soldats étaient généralement l'image même des opérations. Ils font aujourd'hui partie d'une équipe qui assure une réponse multidimensionnelle et cette nouvelle approche intégrée constitue de plus en plus une partie importante des efforts plus vastes déployés à l'échelle internationale. Nous ne sommes pas le seul pays qui soit menacé par le terrorisme. La sécurité mondiale est une responsabilité collective. Dans ce monde où les défis à la sécurité n'ont plus de frontières, le Canada a le devoir d'agir. Le Canada est en Afghanistan, par exemple, avec plus d'une trentaine d'autres pays. Chaque pays contribue à la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF) dirigée par l'OTAN. Je suis fier de dire que parmi ces pays, le Canada joue un rôle de premier plan.

Nous sommes dans le Sud de l'Afghanistan, la région la plus difficile du pays, en compagnie de braves hommes et de braves femmes venant de pays comme le Royaume-Uni, les États-Unis, l'Australie, les Pays-Bas, la Roumanie, l'Estonie, le Danemark et des pays comme la Pologne, dont l'envoi récent de 1 000 soldats pour venir en aide à ceux qui sont dans l'Est de l'Afghanistan, répond à un besoin urgent. Or, les défis qui se posent dans le Sud et l'Est de l'Afghanistan ne devraient pas, et ne peuvent pas être pris en charge par quelques pays seulement. C'est pourquoi je vais continuer d'encourager d'autres membres de l'OTAN à nous aider à porter ce fardeau.

Le Canada est également en Afghanistan parce que nous croyons à la protection de nos valeurs que sont la liberté, la démocratie, les droits de la personne et la primauté du droit. Nous avons le devoir d'agir en tant que membre des Nations Unies, du G8 et de l'OTAN. Nous sommes en Afghanistan à l'invitation du gouvernement afghan et nous y sommes pour aider les Afghans.

• (1535)

[Français]

La vie est extrêmement difficile pour les citoyens de l'Afghanistan. Ils ont peu de chances de s'instruire et ils sont assujettis à des services de santé insuffisants, à des logements de piètre qualité, de même qu'à une violence, une injustice et une pauvreté nationalisées.

L'espérance de vie en Afghanistan est parmi les plus faibles au monde. Le taux de mortalité infantile et le taux de décès à l'accouchement des femmes de ce pays sont parmi les plus élevés. L'Afghanistan manque cruellement de moyens. Il ne peut pas y avoir de stabilité pendant que ces conditions persistent. Et changer ces conditions est l'un de nos plus grands défis en Afghanistan.

[Traduction]

On nous a rappelé au cours des derniers mois à quel point le travail des hommes et des femmes des Forces canadiennes est dangereux. Je me suis entretenu avec les familles de soldats morts au combat, et je suis touché par leur dignité et par leur grâce. Malgré leur peine, ces familles reconnaissent les efforts déterminés que déploient nos soldats, nos marins, nos aviateurs et nos aviatrices.

Si le Canada et ses partenaires de la coalition abandonnent l'Afghanistan maintenant, les talibans vont infecter la société afghane à nouveau. Les Canadiens pouvaient-ils rester impassibles pendant que les talibans interdisaient aux femmes de travailler, laissant ainsi des milliers de familles sans revenu? Pouvions-nous à nouveau leur permettre de fermer les écoles pour les filles et les collèges, de détruire inconsidérément les institutions et les monuments culturels et d'utiliser les stades pour des exécutions publiques? Pouvions-nous tourner le dos alors que des civils afghans étaient exécutés de façon sommaire, que des maisons étaient brûlées et la propriété privée détruite? Pouvions-nous attendre dans la crainte qu'Al-Qaïda se remette sur pied et rétablisse ses bases à partir desquelles il pouvait à nouveau hanter le monde?

Bien sûr, la réponse est non.

[Français]

Comme le premier ministre l'a signalé dans son allocution aux Nations Unies, le succès en Afghanistan ne peut être assuré par les seuls moyens militaires. C'est pourquoi les Forces canadiennes constituent seulement une partie d'une approche intégrée visant à assurer que l'Afghanistan ne tombe plus jamais aux mains des talibans ou d'autres individus semblables.

L'Afghanistan est un pays dont le potentiel inexploité est immense. La reconstruction et le développement sont nos principaux

objectifs en Afghanistan et ils demeurent une priorité majeure pour le Canada. Nous avons donné aux Afghans la chance de rebâtir leur pays, conformément à la Stratégie de développement national pour l'Afghanistan.

Nos forces armées soutiennent ces objectifs en établissant un climat de sécurité, une condition essentielle à un développement efficace et durable.

[Traduction]

Mais comme l'a souligné le président afghan Hamid Karzai lors de sa visite le mois dernier, une nation démocratique ne se construit pas du jour au lendemain, ni après une ou deux élections.

Nous avons réalisé des progrès significatifs en Afghanistan. L'Afghanistan a tenu ses premières élections multipartites. Des millions de réfugiés sont rentrés chez eux. Les enfants vont à l'école. Des milliers d'insurgés armés ont été démobilisés. L'Armée nationale et la Police nationale de l'Afghanistan ont adopté des mesures concrètes et positives en vue de prendre le contrôle de la sécurité dans leur pays.

Notre travail n'est pas encore terminé. Notre objectif est simplement exposé en termes clairs. Lorsque l'Afghanistan et son gouvernement seront stabilisés et qu'ils pourront s'occuper indépendamment de leurs propres affaires, lorsque les terroristes et leurs réseaux de soutien locaux auront été défaits, et lorsqu'il sera impossible de revenir en arrière, nous saurons alors que nous avons réussi.

Le Canada a joué un rôle indispensable dans le succès de l'Afghanistan à ce jour. Les Canadiens doivent être fiers de nos efforts de reconstruction. Nous avons fait oeuvre de pionniers avec notre approche à l'égard du développement. Les équipes provinciales de reconstruction, que l'on appelle également les EPR, n'existaient pas en 2002 lorsque nous sommes arrivés pour la première fois à Kandahar. Aujourd'hui, cependant, le réseau des EPR est réellement au coeur du travail des Canadiens en Afghanistan. Oui, des opérations de combat sont toujours menées pour aider à stabiliser la région, mais la reconstruction est notre objectif et notre but premiers.

Les progrès que nous avons accomplis dans la région de Kandahar depuis six mois ont jeté les bases d'une amélioration durable. L'Opération Méduse n'est qu'un de nos récents succès. L'été dernier, les Forces canadiennes ont assuré la sécurité et l'aide nécessaires à nos alliés, les Britanniques et les Néerlandais, pour leur permettre de se déployer dans le Sud de l'Afghanistan. Sans le soutien du Canada, l'expansion de l'OTAN dans le Sud de l'Afghanistan ne se serait pas matérialisée aussi rapidement.

Nous effectuons actuellement des opérations de patrouille et de combat dans des secteurs considérés auparavant comme des sanctuaires des talibans. Nos opérations menées dans les régions de Pashmul et Panjwai nous ont également permis de semer le germe vital du développement. Nous sommes en train d'établir des zones de développement en Afghanistan dans des secteurs stratégiques, dans des secteurs de développement à partir desquels le renouvellement pourra étendre ses tentacules.

Nous participons également à l'établissement de l'Armée nationale afghane grâce à notre travail au Centre de formation national afghan et grâce aux opérations conjointes avec les autorités afghanes comme l'Armée nationale afghane et la Police nationale afghane.

Jour après jour, les Canadiens et les Canadiennes rencontrent des travailleurs afghans ordinaires et attachés à la paix. Ils tiennent des réunions avec les aînés, participent à l'aide au développement et font vraiment une différence dans la vie de tous les jours des Afghans. Par exemple, l'EPR canadienne a donné des ordinateurs et construit un réseau de distribution d'eau pour l'Université de Kandahar. Ces gens ont distribué plus de 6 000 trousseaux scolaires données aux enfants dans la province de Kandahar, et 100 bicyclettes au ministère de l'Éducation pour les récompenses de fin d'année. Tout cela permet de renforcer la capacité du gouvernement afghan et nous aide à nous rapprocher de notre objectif ultime, c'est-à-dire un Afghanistan pleinement indépendant et stable.

J'ai rendu visite à nos troupes sur le théâtre des opérations à deux reprises maintenant, et j'ai vu le bon travail que nos hommes et nos femmes en uniforme et leurs homologues civils effectuent, ainsi que les résultats qu'ils obtiennent.

● (1540)

[Français]

Les Affaires étrangères continuent de jouer un rôle actif dans la transformation de l'Afghanistan: État stable, sécuritaire et auto-suffisant.

Les délégués de l'ambassade du Canada rencontrent régulièrement leurs homologues afghans et internationaux, ainsi que le président Karzaï. Ils leur donnent une gamme de conseils sur des sujets importants, comme l'amélioration de la gouvernance, la promotion et la protection des droits de la personne, la réforme du secteur de la sécurité et l'établissement d'institutions nationales judiciaires.

[Traduction]

L'ACDI travaille d'arrache-pied pour aider le gouvernement de l'Afghanistan et a tenu les engagements qu'a pris le Canada en matière d'aide internationale envers l'Afghanistan à Kandahar et dans tout le pays.

[Français]

Les spécialistes du développement de l'ACDI poursuivent également des projets louables dans d'autres régions de l'Afghanistan. Il n'est pas facile de travailler à Kandahar, puisque les défis y sont plus grands qu'ailleurs en Afghanistan, mais nous réussissons à faire du progrès.

[Traduction]

La GRC est en train de renforcer les capacités de la police locale. Des policiers canadiens assurent le suivi nécessaire, prodiguent des conseils, effectuent du mentorat et donnent une formation qui s'impose à leurs homologues afghans. Le président Karzaï a qualifié le travail de la communauté internationale en Afghanistan de collaboration des civilisations, un partenariat qui va de l'accroissement de la sécurité à la prestation de services d'éducation et de santé aux gens dans le besoin en passant par le développement des régions rurales en Afghanistan. Il a dit que le Canada faisait figure de leader dans ce partenariat international.

Grâce au travail et aux efforts de sensibilisation de notre équipe, notre EPR facilite la création d'un climat de stabilité et de confiance. Les Canadiens contribuent à reconstruire une société saine et font en sorte que les talibans ne puissent pas reprendre le contrôle de cette société.

Cet été, lorsque j'ai rendu visite à nos troupes en Afghanistan, j'ai demandé comment nous pouvions mieux les aider. Ce que les troupes ont demandé, c'était d'avoir plus d'équipement et plus de personnel. Pour nous assurer que notre travail essentiel de

stabilisation et de reconstruction se poursuit, notre gouvernement a immédiatement pris les mesures nécessaires pour augmenter notre force militaire en Afghanistan. Nous déployons actuellement une compagnie de carabiniers additionnelle et un escadron de chars de bataille, de même que des véhicules blindés de dépannage, des engins blindés du génie ainsi que des ingénieurs dans la région de Kandahar. Nous sommes aussi en train de donner à nos forces les moyens de contrer les mortiers, notamment un système de radars pour localiser les armes de l'ennemi. Nous nous assurons que nos soldats obtiennent ce dont ils ont besoin pour faire leur travail.

Mesdames et messieurs, dans de nombreux bureaux du quartier général de la Défense nationale, on trouve des cartes stratégiques de l'Afghanistan. Ces cartes indiquent les endroits où tous les pays déploient de valeureux efforts pour ramener la paix et la stabilité en Afghanistan. En tant que Canadien, je suis fier de voir notre drapeau bien en évidence sur ces cartes. Cela nous indique que nous prenons la place qui nous revient dans le monde en tant que leader pour nous assurer que l'Afghanistan ne redeviendra jamais un refuge pour les terroristes internationaux qui menacent la sécurité du monde. Nous sommes grandement redevables aux Forces canadiennes. Elles figurent parmi les meilleures au monde, et elles font des progrès dans une des régions les plus instables de l'Afghanistan. Les Canadiens sont unis dans la fierté et la gratitude et appuient ces forces.

Monsieur le président, notre gouvernement s'est engagé à assurer un monde sûr et fiable pour les Canadiens. Nous nous sommes engagés à aider le Canada à assumer ses responsabilités à l'échelle internationale, et à aider le gouvernement afghan à reconstruire et à rétablir une société stable pour son peuple. Bref, nous sommes résolus à poursuivre cette mission.

Je me ferai maintenant un plaisir de répondre à vos questions.

● (1545)

Le président: Merci, monsieur le ministre, de vos observations.

Monsieur Patry, s'il vous plaît. Vous avez sept minutes.

[Français]

M. Bernard Patry (Pierrefonds—Dollard, Lib.): Merci, monsieur le président. Je partagerai le temps qui m'est imparti avec M. Martin.

[Traduction]

Merci, messieurs le ministre, Hillier et Monette, pour vos observations préliminaires et soyez les bienvenus à notre comité.

Votre visite est très appréciée parce que lorsque nous avons des soldats en guerre comme c'est le cas en Afghanistan, il n'y a rien de plus important pour la population canadienne que de faire régulièrement le point sur la situation sans compromettre la mission.

Dans vos observations, vous avez dit que le succès en Afghanistan ne peut être assuré par les moyens de défense de la force régulière. Vous avez également parlé des objectifs de reconstruction et de développement.

J'aimerais vous poser deux questions. Dernièrement, le Lieutenant-Colonel Simon Hetherington, le commandant de l'EPR du Canada, l'équipe provinciale de reconstruction à Kandahar, a déclaré à la Presse canadienne que les membres des Forces canadiennes antérieurement affectés à l'EPR avaient été assignés à des fonctions de combat plutôt que d'exécuter leur mission initiale qui était d'aider l'Afghanistan à atteindre ses objectifs de développement. Pourquoi en est-il ainsi?

Deuxièmement, lundi dernier, le Brigadier-général Howard a déclaré devant un comité du Sénat que l'EPR est prête à aller de l'avant avec des projets civils, mais ne peut le faire parce qu'elle attend toujours l'argent de l'ACDI. Comme l'a déclaré le brigadier-général, il y a quelques petits problèmes de financement et plusieurs projets n'attendent que les fonds additionnels, en sachant que les militaires ont dépensé 1,9 million de dollars pour financer le projet de développement.

Pouvez-vous nous dire quels projets ont été écartés par manque de financement? Savez-vous si une partie de l'enveloppe de 30 millions de dollars qu'a remise la semaine dernière la ministre responsable de l'ACDI à Kaboul va également pour la région de Kandahar et viendra combler les besoins là-bas?

Merci.

L'hon. Gordon O'Connor: Monsieur Patry, je vais essayer de répondre à votre première question clairement.

Lorsque je suis arrivé en Afghanistan tout dernièrement, et que j'ai constaté la situation sur le terrain, j'ai réalisé que l'intensité des opérations avait atteint un tel niveau que l'infanterie qui défend habituellement l'EPR, en grande partie, était en voie d'être retirée pour être affectée à des opérations afin de tenter de chasser les talibans. À nouveau, une telle mesure est venue priver l'EPR de la sécurité dont elle a besoin. Mais il fallait prendre une telle mesure à ce moment-là, parce que la question importante alors était de chasser les talibans pour qu'ils n'encerclent pas Kandahar. C'est ce qu'ils essayaient de faire.

Pour contrer leur avance, ce que notre gouvernement a fait, sur la recommandation des militaires, a été d'envoyer une compagnie de carabiniers du Royal 22^e. Je pense que ces soldats vont commencer à arriver là-bas le mois prochain. Environ 125 soldats d'infanterie sont affectés là-bas et consacreront leurs efforts à protéger l'EPR. Ainsi, le reste de l'infanterie, des blindés et de l'artillerie pourra consacrer ses efforts au groupement tactique pour continuer d'éliminer les talibans.

Au même moment, nous sommes aussi en train — parce que j'ai déclaré à l'époque que je voulais que d'autres projets soient réalisés, et que j'ai été enregistré — d'envoyer, et nous avons déjà commencé à le faire, d'envoyer, dis-je, des ingénieurs militaires qui seront affectés à l'EPR du Canada pour aider à gérer et à réaliser plus de projets. Le processus est enclenché. Vous allez donc constater, au cours des prochains mois, une augmentation considérable des efforts de développement qui proviendront de l'EPR.

En ce qui concerne le commentaire du Brigadier-général Howard, je peux vous donner une réponse. Je ne peux pas vous parler des autres éléments. Je crois qu'il parlait de la difficulté qu'a l'ACDI à entreprendre des projets dans la région de Kandahar, parce qu'elle doit obtenir l'accord du peuple afghan, du gouvernement, et engager beaucoup de main-d'œuvre locale, et c'est une difficulté pour l'instant, en ce qui concerne la sécurité, d'essayer d'avoir suffisamment de main-d'œuvre locale pour faire le travail. Je crois que c'est ce que le Général Howard voulait dire au sujet de ces projets.

En ce qui concerne les autres questions, je ne peux pas répondre à la portion touchant l'ACDI. Vous allez devoir demander à la ministre responsable de l'ACDI.

• (1550)

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Nous cédon la parole à M. Martin.

L'hon. Keith Martin (Esquimalt—Juan de Fuca, Lib.): Merci beaucoup.

Merci monsieur le ministre, Général Hillier et M. Monette d'être là aujourd'hui. Au nom de tous ceux et celles qui sont réunis autour de cette table, nous tenons à exprimer notre gratitude la plus profonde aux hommes et aux femmes qui servent dans les Forces canadiennes, qui servent notre pays de façon si noble ainsi qu'à leurs familles pour les sacrifices qu'elles font en permettant qu'une telle chose soit possible.

Monsieur le ministre, nous ne sommes pas en train de gagner la guerre en Afghanistan. Les talibans contrôlent de plus en plus la région, l'activité des militants est à la hausse, le chômage aussi, la production d'opium augmente tout comme le nombre de nos soldats morts au combat. Les talibans de 2006 ne sont pas les talibans de 2001.

Je crois que le succès repose sur quatre conditions. Premièrement, la sécurité. Deuxièmement, la formation des forces de sécurité afghanes, y compris la police, qui constitue un problème majeur sur le terrain, comme vous le savez. Troisièmement, il faut parler des efforts d'éradication de l'opium et du remplacement des récoltes. Enfin, il y a les insurgés qui viennent de l'extérieur de l'Afghanistan.

En réalité, mes questions portent sur deux choses. Premièrement, lorsque votre gouvernement a prolongé notre engagement jusqu'en 2009, combien de soldats comptaient alors nos alliés de l'OTAN et aujourd'hui ces soldats s'y trouvent-ils? Pourriez-vous nous dire précisément combien de soldats chaque pays s'était engagé à envoyer?

Deuxièmement, à moins que l'on ne règle le problème des insurgés qui proviennent de l'extérieur de l'Afghanistan, ce sera une guerre sans fin. Donc, pouvez-vous nous dire ce que vous faites pour contrer le phénomène des insurgés qui proviennent de l'extérieur de l'Afghanistan?

Merci.

Le président: Merci, monsieur Martin.

Monsieur le ministre.

L'hon. Gordon O'Connor: Monsieur Martin, ce sera plutôt difficile pour moi d'essayer de vous donner, comme ça, le nombre précis de soldats que les 26 pays de la force de l'OTAN se sont engagés à envoyer. Mais au moment où nous avons prolongé notre engagement pour une autre période de deux ans, l'OTAN, ainsi que les États-Unis parce que l'Opération Enduring Freedom existait toujours à l'époque, s'étaient engagés à envoyer un certain nombre de soldats, et ce nombre augmente toujours. C'est ce que sont en train de faire certains pays et le processus n'est pas terminé.

Je crois que le commandant de la Force internationale d'assistance à la sécurité (ISAF), c'est-à-dire le commandant des forces de l'OTAN en Afghanistan, a déterminé qu'il veut, en plus de ce qu'il a aujourd'hui, environ deux autres groupements tactiques, quelques milliers de soldats de plus, et les négociations à cet effet se poursuivent.

L'hon. Keith Martin: Pourriez-vous, s'il vous plaît, remettre cette information au comité lorsque vous en aurez l'occasion?

L'hon. Gordon O'Connor: Oui. Vous voulez les chiffres au moment où nous avons prolongé notre engagement, c'est exact?

L'hon. Keith Martin: Oui, lorsque vous avez prolongé l'engagement. Combien de soldats comptaient nos alliés de l'OTAN au moment où vous avez prolongé notre mission, et combien de soldats nos alliés de l'OTAN comptent-ils aujourd'hui?

L'hon. Gordon O'Connor: Oui.

L'hon. Keith Martin: Merci, monsieur.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Avez-vous également pris des mesures pour réprimer l'insurrection venant de l'extérieur?

L'hon. Gordon O'Connor: D'abord, nous ne sommes pas responsables de l'ensemble de l'Afghanistan, et je suis en désaccord avec certains éléments de votre prémisse. Si vous prenez l'ensemble de l'Afghanistan, et je me trompe peut-être de une ou deux, il y a environ 34 provinces dans ce pays. Et sur les 34 provinces, 24 ou 25 d'entre elles jouissent d'une stabilité relative. Il s'y produit un incident de temps en temps, mais la stabilité y est relative. Là où les insurrections se sont accrues l'an dernier, c'est dans certaines provinces du Sud et de l'Est, dans cinq ou six provinces.

Parce que nous sommes à Kandahar, les rapports que nous obtenons proviennent de la région de Kandahar. Nous n'avons pas une vue d'ensemble du pays. Je dirais que la majorité du pays est relativement stable et que la situation commence à s'améliorer.

Dans le Sud, les activités d'insurrection se sont accrues au cours des six derniers mois ou à peu près. Et l'une des raisons qui expliquent ce phénomène, c'est que, par exemple, lorsque nous sommes arrivés dans la province de Kandahar, nous ne sommes pas restés à rien faire au campement; nous avons entrepris de sortir les talibans des villages dans toute la province. Nous voulons nous assurer que les talibans ne reprennent pas la province et qu'ils n'imposent pas leur autorité aux diverses tribus. Nous sommes sur le terrain, dans la province de Kandahar, nous en chassons les talibans et, bien sûr, lorsque vous les chassez, ils se défendent. Cette augmentation que vous constatez est attribuable en grande partie à ce phénomène.

C'est la même chose dans la province de Helmand, à côté de la nôtre. Les Britanniques ont fait pareil. Les Britanniques sont arrivés et ont commencé à déraciner les talibans. Les Néerlandais viennent tout juste de stabiliser la province au nord de la nôtre, et vous allez commencer à voir de plus en plus d'engagements des Néerlandais dans le Nord — et des Américains, bien sûr, à l'est de nous.

Ce que nous tentons de faire, c'est de déraciner les talibans de sorte qu'en termes absolus, il n'y ait pas plus de talibans dans le Sud qu'il n'y en avait avant. Mais nous ne restons pas là dans les camps à les regarder reprendre le pays; nous allons les chasser et tenter de les éliminer.

•(1555)

L'hon. Keith Martin: Mais le problème réel, c'est le Pakistan.

Le président: Monsieur Martin, votre temps est écoulé.

Nous allons passer au Bloc québécois. Madame Barbot, vous avez 10 minutes.

[Français]

Mme Vivian Barbot (Papineau, BQ): Merci, monsieur le président.

Merci, monsieur le ministre, général Hillier et monsieur Monette.

Cette mission nous pose problème. La raison pour laquelle nous insistions tellement pour vous recevoir ici est que nous n'arrivons pas à faire la part des choses en entre ce qui se passe sur le terrain, soit la guerre, et le côté humanitaire.

Actuellement, à Montréal en particulier, certaines personnes sont à mettre sur pied une activité où elles demandent aux gens de se mobiliser contre la guerre. Ce n'est pas la position de mon parti; je vous le dis tout de suite. Cependant, il nous faut répondre à ces gens, et nous n'avons pas d'éléments fiables quant à ce qui passe là-bas.

Qu'en est-il de la mission? Est-il vrai qu'on est en train de perdre? Sinon, quels gains a-t-on faits? L'aide humanitaire se rend-elle?

La ministre Verner a répété que, grâce à l'aide et à la reconstruction fournies par le Canada, nous étions en train de gagner le cœur et l'esprit du peuple afghan. Or, plusieurs ONG disent que, selon eux, ce n'est pas la bonne approche. En effet, d'une part, nos troupes se battent et, d'autre part, l'aide humanitaire ne doit pas servir finalement à séduire le peuple afghan, mais à vraiment faire des choses concrètes afin que la situation des Afghans évolue.

En ce qui a trait à la stabilisation, vous avez soutenu que la majeure partie du pays était stable. Si tel est le cas, comment se fait-il que la ministre n'ait même pas pu visiter certains lieux et qu'elle ait dû se contenter de rencontrer les gens dans les ambassades, de même quelques fonctionnaires du gouvernement afghan?

Un vieux principe portant sur la neutralité a été rapporté par M. Watson de CARE Canada, qui dit : « Vous ne pouvez pas prendre partie dans un conflit ».

En tant que parlementaires, comment devons-nous interpréter cela puisque, d'une part, nous sommes partie prenante à cette guerre et que, d'autre part, on nous dit qu'on veut faire du développement? Jusqu'à quel point peut-on, en réalité, faire du développement sur le terrain? Les conditions sont-elles propices au développement? Sinon, quand pourra-t-on en faire?

Le président: Merci, madame Barbot.

[Traduction]

L'hon. Gordon O'Connor: Merci beaucoup de ces questions.

Premièrement, nous avons choisi un clan. Nous avons choisi le gouvernement. Le gouvernement de l'Afghanistan nous a demandé d'être là; le peuple de l'Afghanistan nous a demandé la même chose. Nous ne sommes pas neutres en ce qui concerne les terroristes, oui, nous avons choisi un camp.

L'autre chose, c'est que dans le Sud et dans l'Est — mais je vais vous parler du Sud parce que nous sommes dans le Sud — il y a actuellement une insurrection grave. Nous devons faire deux choses en même temps: nous devons tenter de contrer ce soulèvement et nous devons essayer d'améliorer la vie des gens. Nous devons effectuer les deux opérations en même temps.

Quant à ceux qui disent que pour une raison ou pour une autre, si on retirait les militaires et qu'on laissait simplement les ONG, la vie reprendrait son cours et tous ces projets de développement reprendraient, je ne suis pas d'accord avec ces gens-là.

Dans le Nord, cela serait peut-être possible. Dans l'Ouest aussi, là où c'est relativement tranquille et où les ONG peuvent travailler relativement en paix. Mais dans le Sud, tant que le soulèvement ne sera pas maîtrisé, nous devons maintenir — l'OTAN doit maintenir — des forces militaires importantes pour chasser et, espérons-le, éliminer les talibans. Mais en même temps, nous devons participer au travail sur le front humanitaire.

S'agissant de ces efforts, le gouvernement afghan lui-même parraine plusieurs projets dans tout le pays, y compris dans la province de Kandahar, dont nous avons parlé. Le gouvernement afghan a des projets, les Nations Unies en ont aussi dans la province de Kandahar, les États-Unis également, nos militaires ont des projets, les Affaires étrangères en ont et l'ACDI aussi.

Le travail de nos militaires et des responsables de la sécurité est d'essayer de protéger tous ces organismes. Ils ne protègent pas seulement le programme d'aide canadien; ils essaient aussi de protéger tous les programmes d'aide. Ils tentent de contrôler les soulèvements.

De mon point de vue, et d'après l'évaluation que je fais de la situation, nous réalisons actuellement des progrès. Ce que les talibans ont tenté de faire plus récemment — au cours du dernier mois ou à peu près — c'est d'essayer d'isoler la ville de Kandahar. Ils sont arrivés de l'Ouest, ils ont essayé d'atteindre le Sud, et ils cherchaient à isoler la ville de Kandahar. Ils ont fait l'erreur fatale de concentrer entre 500 et 1 000 de leurs hommes dans l'ouest de la ville. Là où se tient l'Opération Méduse.

Nous et nos alliés de l'OTAN avons réussi à contrer cette insurrection de sorte que les talibans ne menacent pas la ville de Kandahar, en la bloquant ou en la coupant de toute activité. Les talibans ont eu recours à leurs tactiques habituelles, les kamikazes, les dispositifs explosifs de circonstance (IED) et les mines sous les routes. C'est à cela qu'ils recourent parce qu'ils se sont rendu compte qu'ils ne peuvent nous défaire militairement.

Nous continuons, et tous les pays de l'OTAN continuent de le faire, d'essayer d'éliminer les talibans, mais en même temps, nous devons mener des opérations humanitaires.

Je ne sais pas si j'ai répondu à toutes vos questions ou pas.

• (1600)

[Français]

Mme Vivian Barbot: On nous dit que le ratio aide humanitaire/force et action militaires est de 1 pour 9. Qu'en dites-vous? Est-ce exact, en ce qui concerne le Canada?

[Traduction]

L'hon. Gordon O'Connor: Vous parlez de neuf sur un, et je ne vois pas sur quoi vous vous fondez. Est-ce que vous parlez d'argent, ou...?

[Français]

Mme Vivian Barbot: Oui.

[Traduction]

L'hon. Gordon O'Connor: D'argent. Eh bien, le ratio n'est vraiment pas de neuf à un si vous parlez de ce que cela coûte pour réaliser nos opérations militaires en Afghanistan par rapport à notre propre programme d'aide. Mais ce que j'ai voulu vous rappeler, c'est que nos militaires ne sont pas simplement là pour protéger l'aide canadienne, mais pour protéger aussi l'aide américaine, l'aide afghane, l'aide des Nations Unies. Nous tentons de protéger beaucoup de programmes d'aide qui sont actuellement appliqués dans cette région, pas simplement le programme canadien.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Il vous reste deux minutes, madame Barbot.

[Français]

Mme Vivian Barbot: Est-il possible d'avoir un portrait réel de cette action des militaires canadiens? Vous me dites qu'ils protègent toute l'aide humanitaire. Vous est-il possible de dresser un bilan de

cette aide et de nous transmettre par écrit le rôle des soldats canadiens qui protègent telle portion de l'aide humanitaire?

[Traduction]

L'hon. Gordon O'Connor: Je vais céder la parole au chef d'état-major. C'est possible, mais je vais le laisser vous répondre.

Gén R.J. Hillier (chef d'état-major de la Défense, ministère de la Défense nationale): Madame, je dirais que nous établissons la stabilité et la sécurité nécessaires dans la région de sorte que l'aide humanitaire puisse être accordée aux gens qui en ont tellement besoin. Nous ne pouvons y parvenir sans aider l'armée et la police nationales afghanes — les institutions légitimes de la sécurité du pays — à véritablement commencer à prendre en charge eux-mêmes la question de la sécurité.

On ne peut y parvenir simplement en restant là lorsque un organisme d'aide se présente et en l'aidant à emprunter une route précise. Ce qu'il faut faire, c'est d'éliminer la menace talibane de cette région de sorte que les humanitaires, les organismes d'aide internationale puissent se rendre là où les gens vivent, le faire dans des conditions relativement sûres et être capables de leur redonner leur vie, reconstruire leurs familles, reconstruire leurs collectivités et faire partie d'une province viable.

Nous le faisons directement nous-mêmes, immédiatement après une opération ou près des endroits où la violence se produit. Donc, durant l'Opération Méduse, par exemple, les soldats canadiens membres de l'équipe provinciale de reconstruction se trouvaient dans les environs immédiats du lieu d'attaque des talibans. Ils étaient concentrés uniquement à aider les gens de cette région qui avaient été chassés de leurs foyers par les attaques talibanes, par l'occupation talibane. Nos militaires s'assuraient seulement que ces gens-là avaient de la nourriture, de l'eau ou la possibilité de s'éloigner du secteur de la violence ou de revenir dans leur foyer une fois la violence calmée.

Parallèlement à cela, l'ACDI a élaboré un programme à long terme pour que le développement durable devienne réalité dans un secteur plus sûr, et en même temps, de nombreuses agences internationales travaillent dans la région parce qu'on y assure une certaine sécurité. Une telle chose a un coût, mais les forces militaires se disent que la sécurité coûtera vraiment ce qu'elle coûtera. Sans la sécurité, aucun programme d'aide humanitaire ne sera réalisé. Les talibans vont contrôler la région, ils ne vont pas permettre aux agences d'être là, et certainement pas si l'on essaie d'aider les femmes ou les enfants.

• (1605)

Le président: Il vous reste encore 20 secondes, si vous voulez résumer.

[Français]

Mme Vivian Barbot: On nous dit que cela fonctionne et qu'il y a de l'aide humanitaire. Je désirais savoir quelle était l'aide humanitaire qui fonctionne de toutes parts en Afghanistan. Telle était ma question.

[Traduction]

L'hon. Gordon O'Connor: Très bien, vous avez 10 secondes, je crois.

Gén R.J. Hillier: Un Terre-Neuvien ne peut même pas dire bonjour en 10 secondes.

Le président: Très bien alors, abstenez-vous.

Gén R.J. Hillier: Je vais laisser la parole à la prochaine personne qui voudra poser des questions.

Le président: Monsieur Goldring, vous avez 10 minutes, s'il vous plaît.

M. Peter Goldring (Edmonton-Est, PCC): Messieurs, monsieur le ministre et Général Hillier, je tiens d'abord à vous féliciter et à féliciter les hommes et les femmes qui servent notre pays là-bas. Ils font sans aucun doute un travail formidable, et ils se sont attiré le respect à l'échelle internationale pour leur travail. Ce sont des gens comme le Caporal Grand Wagar, qui fait partie des Stormont, Dundas et Glengarry Highlanders, qui sont là à servir notre pays maintenant. Il en est à sa troisième affectation, bien qu'il soit affecté au complet pour la première fois au combat.

Cela m'amène à poser une question qui a été soulevée par les médias dernièrement aussi, au sujet des soldats qu'on prend d'autres corps, que ce soit de la force aérienne ou d'autres unités de l'armée, et qu'on entraîne au combat militaire.

Si je remonte à ma propre expérience dans les années 1960, j'étais dans l'Aviation royale du Canada, et si le Canada ne participait pas à la guerre du Vietnam, je voulais moi quand même y aller. À cette époque, le Commonwealth transférait un militaire d'une opération à une autre. Ce n'est donc pas inhabituel de prendre des personnes dans certains postes pour les former dans d'autres postes s'ils acceptent de servir dans d'autres missions.

Pouvez-vous faire des observations à ce sujet, me dire s'il s'agit d'une préoccupation ou si cela permettra de combler certaines lacunes à court terme, et comment tout ça s'intègre à votre stratégie globale?

Le président: Merci, monsieur Goldring.

Monsieur le ministre.

L'hon. Gordon O'Connor: Je pense avoir donné les grandes lignes de cette question au Parlement, mais je vais demander au chef d'état-major d'expliquer le concept en détail.

Gén R.J. Hillier: Monsieur, il s'est dit beaucoup de choses au sujet de nos objectifs, qui sont essentiellement d'utiliser 100 p. 100 des Forces canadiennes pour réaliser 100 p. 100 de nos missions de déploiement, en nous concentrant plus particulièrement sur celle de l'Afghanistan parce que c'est là que se trouvent la plupart des soldats que nous avons déployés. Les missions de déploiement sont les plus stressantes, les plus exigeantes pour nos soldats, nos marins, nos aviateurs et nos aviatrices et leurs familles. Le dessein est d'abord et avant tout d'avoir un meilleur mécanisme d'attribution des missions dans les Forces canadiennes. Au cours des dix dernières années, nous avons probablement utilisé au total 40 p. 100 de nos Forces canadiennes pour réaliser la totalité de ces missions.

Nous ne sommes pas aussi efficaces que nous devrions l'être dans nos efforts de recrutement. Lorsque nous avons besoin de spécialistes de la logistique, de policiers et de policières militaires, d'agents de renseignement, de spécialistes des transmissions, ou de tous les métiers de soutien, il nous faut pouvoir aller puiser dans les Forces canadiennes et utiliser le personnel également pour des opérations. Ce sont toujours les mêmes personnes membres des unités de combat qui ont porté le fardeau, et nous voulons être beaucoup plus efficaces et beaucoup plus équitables en utilisant tout le monde.

Premièrement, nous voulons utiliser les soldats dans leurs rôles principaux, et c'est là un premier élément essentiel. Donc, nous allons puiser dans toutes les Forces canadiennes. Dans une certaine mesure, nous ne pouvons pas faire cela, avec les compressions financières que nous avons subies dans le passé, qui ont été assez brutales pour nous... Par exemple, nous avons pris beaucoup d'argent

de nos budgets d'affectation, des centaines de millions de dollars. Nous avons affecté des personnes à des unités de combat, au Quartier général et dans des écoles de formation, et nous nous sommes dit que ce serait une bonne chose qu'elles y restent plus longtemps qu'avant. Cela assurait une bonne stabilité pour leurs familles et pour les personnes elles-mêmes. Après 10 ans, nous nous sommes rendu compte que les répercussions de cette façon de procéder sont fort négatives. C'est dire que les personnes qui sont affectées aux unités de combat portent sur leurs épaules tout le fardeau du déploiement, et nous n'avons pas l'argent pour faciliter l'échange de personnel, pour intégrer les leçons apprises des opérations aux écoles d'instruction, pour prendre les gens qui ont déjà eu des déploiements dans de telles écoles ou des emplois et les placer dans nos unités de combat. Cela n'est qu'une partie du problème.

Deuxièmement, nous cherchions un moyen de nous occuper de ces précieux membres de l'infanterie, des ingénieurs de combat, des fusiliers de l'artillerie et bien sûr, je m'en voudrais de ne pas mentionner les membres d'équipage des corps blindés, qui sont véritablement les premiers à être en contact avec les talibans. Ce que nous voulons faire, c'est d'utiliser tout le monde dans toutes les composantes des forces armées pour pourvoir ces unités, de sorte que nous ne soyons pas obligés de demander aux personnes de retourner plus d'une fois en mission, à moins qu'il y ait un véritable besoin urgent.

Autrement dit, monsieur, nous cherchons à les sortir du quartier général de la Défense nationale, d'autres quartiers généraux, d'autres établissements d'instruction, à les remettre dans les unités de combat et à avoir recours à des réservistes là où c'est absolument nécessaire — nous aimerions en fait couper un peu dans ce domaine — et les remplacer par du personnel de la marine ou de l'aviation pour combler les lacunes. Nous examinons notre bassin de recrues, nous cherchons à voir à quel rythme nous recrutons les personnes pour ces métiers de combat et s'il y a des personnes dans le système de recrutement actuellement que nous pourrions, pour une période de deux ans, placer dans certaines de ces unités de formation pour les entraîner complètement en tant que membres de l'infanterie et les utiliser pendant un moment avant que ces gens-là n'aillent là où ils veulent dans un premier groupe professionnel militaire. Nous utilisons des membres de la réserve et nous offrons aux hommes et aux femmes de la réserve, vous avez parlé de beaucoup d'entre eux — c'est l'exemple que vous avez mentionné, monsieur, du régiment dans votre région — qui veulent désespérément participer à cette mission parce qu'ils y croient, nous voulons leur donner une meilleure chance de signer un contrat à plus long terme, ou de changer rapidement de composante dans la force régulière.

Bref, nous faisons beaucoup de choses. Je n'en ai cité probablement que 5 p. 100. Nous essayons de voir comment répartir le fardeau le plus efficacement possible de sorte qu'aucun homme ou qu'aucune femme n'ait à porter une charge trop lourde sur ses épaules.

• (1610)

L'hon. Gordon O'Connor: Pour confirmer l'élément principal que j'ai soulevé au Parlement, nous ne prévoyons pas prendre des marins et des aviateurs pour les mettre dans l'infanterie.

Gén R.J. Hillier: Non, monsieur. Ce que nous ferions, par exemple, ce serait de prendre un groupe de marins et de les former pour escorter nos convois — d'abord, pour escorter les convois suivant un scénario assez sûr, et ensuite ils pourraient les accompagner suivant un scénario plus risqué, afin de soulager les soldats armés à qui l'on a confié ce travail, lequel n'est pas leur responsabilité première, et de remettre ces soldats dans les unités de combat. Ce genre de demande, d'abord, est très emballant pour les gens qui ne participent pas au combat, qui ne sont pas de l'armée dans les Forces canadiennes.

M. Peter Goldring: Mais c'est surtout principalement à cause de la pénurie de personnel dans l'armée au cours des dernières années. Ce n'est pas une chose inhabituelle à faire à court terme.

Gén R.J. Hillier: Nous l'avons déjà fait. À maintes reprises, y compris récemment pour les Balkans, et c'est parce que nous n'avons pas doté pleinement nos unités en personnel ces dernières années.

M. Peter Goldring: J'aimerais poser une question dans un autre domaine également — ce ne sera peut-être pas facile pour vous de faire des commentaires, mais j'aimerais que vous essayiez. Nous sommes en train d'effectuer une étude sur la gouvernance et le développement démocratique. Étant donné que les élections ont eu lieu assez récemment en Afghanistan, avez-vous détecté après les élections...? Vous avez probablement eu des contacts avec certains politiques qui ont été élus dans certaines provinces et certaines régions. Croyez-vous que notre gouvernement, grâce à son aide, a un rôle à jouer là-bas pour aider les partis politiques à se développer au niveau communautaire, en comprenant mieux comment ils peuvent mieux servir leurs électeurs?

Je dirais qu'après un certain nombre d'années sans gouvernement démocratique, il y a tout un apprentissage à faire non seulement pour les politiques eux-mêmes, mais aussi pour les gens qu'ils servent, et en fait ces gens-là doivent comprendre ce que leurs politiques peuvent faire. À votre avis, le Canada a-t-il un rôle à jouer là-bas dans la gouvernance future de l'Afghanistan?

Le président: Merci, monsieur Goldring.

L'hon. Gordon O'Connor: Je ne crois pas que le MDN ait un rôle quelconque à jouer là-bas. Ce n'est pas dans ses fonctions. Peut-être devriez-vous poser la question aux gens des Affaires étrangères ou d'autres ministères.

La seule chose à laquelle le MDN pourrait s'intéresser dans ce que l'on appelle la gouvernance, c'est l'équipe de conseillers stratégiques qui est en place à Kaboul. Il y a environ 15 agents à Kaboul qui sont conseillers du président. Ils l'aident à régler des questions d'organisation au gouvernement. L'une des grandes difficultés qu'éprouve le gouvernement Karzai, c'est qu'il n'a pas de fonction publique. Comme vous le savez, les ministres peuvent prendre des décisions, mais s'il n'y a pas de fonction publique pour les mettre en oeuvre, alors rien ne se passe à l'autre extrémité. C'est tout un défi pour le gouvernement.

Je vais demander au chef d'état-major de donner d'autres détails sur notre équipe de conseillers stratégiques et de vous expliquer ce qu'ils font.

Gén R.J. Hillier: Monsieur, le fondement de votre question est absolument logique et solide. La capacité qu'a le président Karzai ou ses ministres clés, qui sont tous d'extraordinaires leaders, de transformer, grâce à des politiques, leur vision du pays en un plan, et de mettre en oeuvre ce plan à l'aide d'une fonction publique, est extrêmement faible. Les talibans ont soit tué tous ces fonctionnaires, soit les ont chassés de leur pays. Ils vivent actuellement aux États-Unis, au Canada ou en Europe de l'Ouest.

Donc, toute l'aide que le gouvernement peut obtenir est incroyablement utile. Cela lui permet de renforcer sa capacité de gouverner efficacement le pays mieux qu'il ne peut le faire maintenant.

Il y a beaucoup d'agences d'aide, y compris le Fonds monétaire international, le Groupe de la Banque mondiale, le Fonds asiatique de développement et l'Agence américaine pour le développement international. Nous avons mis en place une petite équipe de conseillers stratégiques, dont a parlé le ministre, composée d'environ 15 officiers qui sont simplement des planificateurs. Nous avons l'avantage, je crois, d'être la seule institution de notre pays qui consacre beaucoup de temps à la formation, à l'éducation et au perfectionnement des personnes en matière de planification — du niveau stratégique jusqu'au niveau tactique — pour voir comment concrétiser une vision et la mettre en oeuvre.

Ces gens-là travaillent pour le chef du personnel du président et son groupe d'action politique, sous la supervision de notre ambassadeur là-bas, pour vraiment les aider à transformer leur vision à l'aide d'un processus, et seulement à l'aide d'un processus, pour en faire quelque chose qu'ils pourront réaliser. Ils sont en fait en train de voir comment ils vont planifier et établir un mécanisme pour réaliser leur vision, et l'exprimer en termes clairs dans ce plan, pour ensuite y affecter les crédits nécessaires et la réaliser.

Nous avons eu des réactions incroyables à l'égard de ce plan de la part du gouvernement afghan, du président Karzai lui-même, avec qui j'ai discuté de cette question à maintes reprises lorsque j'étais commandant là-bas, et de la part de nos alliés de l'OTAN pour qui c'est l'une des choses les plus nouvelles qu'ils aient jamais vue, peut-être la chose la plus utile, au cours des dernières années de cette mission.

Je pense donc que nous avons fait une petite différence avec les planificateurs qui font tout simplement leur travail de planificateurs.

● (1615)

Le président: Merci, Général Hillier.

Madame McDonough.

Mme Alexa McDonough (Halifax, NPD): Merci beaucoup, monsieur le président.

Merci à vous, messieurs, d'être venus nous rencontrer aujourd'hui. Je tiens à dire au départ que j'ai été extrêmement impressionnée, lorsque j'ai eu brièvement l'occasion de visiter Kandahar et Kaboul, par le professionnalisme, la compétence et le courage de nos soldats là-bas, de même que par les personnes que j'ai rencontrées à Kaboul qui y faisaient un travail stratégique important.

Cela dit, je suis très préoccupée. Je n'ai pas beaucoup de temps, donc très brièvement avant d'aborder la question des reportages véritablement scandaleux et inquiétants d'enfants qui meurent littéralement de faim à quelques milles de la base de Kandahar, et de tenter de concilier cette réalité avec ce que vous dites, monsieur le ministre, à savoir que l'aide humanitaire et la reconstruction sont les éléments clés de cette mission à Kandahar, j'aimerais aborder un autre point.

J'aimerais pouvoir, pour le bénéfice du comité, éliminer la confusion qu'a créée votre témoignage la semaine dernière devant le Comité de la défense. Vous n'arriviez peut-être pas à vous en souvenir, mais j'aimerais attirer votre attention, et vous demander de commenter certaines notes d'information qu'on vous a fournies — et je suis sûre qu'elles sont nombreuses — signées par le Général Hillier, à savoir que ces gens-là viennent s'ajouter au nombre évident de soldats déployés en Afghanistan.

Je vais maintenant citer directement ces notes d'information : « Le deuxième groupe de travail qui inclut environ 1 200 employés et forme la base de la planification d'urgence pour d'autres missions que le gouvernement pourrait vouloir envisager. » Devant le Comité de la défense, monsieur le ministre, vous avez dit que vous n'étiez tout simplement pas au courant de cela. Je crois que vous avez indiqué, Général Hillier, qu'aucune de ces troupes n'existait en réalité. Je me demande si vous pourriez corriger cette contradiction aujourd'hui.

L'hon. Gordon O'Connor: Oui, à quelle question voulez-vous que je réponde, celle des enfants qui meurent de faim, ou...?

Mme Alexa McDonough: Veuillez répondre très brièvement tout simplement pour préciser les choses au compte rendu au sujet des 1 200 soldats qui étaient disponibles, selon les notes d'information. La semaine dernière vous avez dit, tout comme le général, qu'ils n'étaient pas disponibles.

L'hon. Gordon O'Connor: Je ne me souviens pas d'avoir reçu une note d'information dans laquelle on disait qu'il y avait 1 200 autres soldats prêts à partir.

Mme Alexa McDonough: Je suis certaine que vous allez avoir la chance de clarifier la situation, puisque la question a été soulevée et qu'elle est devenue sujet de controverse à...

L'hon. Gordon O'Connor: Dans mon esprit à moi, il ne s'agit pas d'une controverse.

Le président: Madame McDonough...

L'hon. Gordon O'Connor: Je vous dis simplement que la réalité est telle aujourd'hui que nous ne pouvons nous permettre d'entreprendre une mission terrestre majeure pendant quelques années, à moins de reconstruire l'armée.

Actuellement, nous pouvons maintenir notre engagement en Afghanistan jusqu'à la fin de février 2009, et selon les décisions qui seront prises, nous pourrions y poursuivre notre travail. Mais ce que nous ne pouvons faire maintenant, c'est d'entreprendre une autre mission majeure. Avoir 1 200 soldats, c'est une mission majeure, parce qu'elle doit être soutenue. Nous ne pouvons nous permettre cela. Lorsque je suis arrivé au Ministère, les militaires m'ont indiqué très rapidement que nous ne pouvions nous permettre une telle chose.

Je me demande si la note d'information dont vous parlez n'a peut-être pas été remise à l'ancien ministre Graham. Je n'en sais rien, parce que je n'ai pas eu une telle note d'information.

Madame, en ce qui concerne l'autre question que vous avez soulevée au sujet des enfants qui meurent de faim, en fait, j'ai contacté rapidement nos gens à Kandahar parce que j'ai vu le reportage de cette femme qui a fait cette déclaration. Ces derniers temps, nous avons nourri environ 8 500 personnes dans le secteur, dans la région de Panjwai. Nos militaires ont parcouru toute la région à la recherche de personnes pour leur donner de la nourriture, des couvertures, etc. Ou bien nos militaires n'ont pas eu de chance et ont raté certains groupes sur une route quelconque ou bien ils ne sont pas au courant d'un nombre important de personnes qui meurent de faim dans la région.

Ce que j'aimerais, c'est que la dame qui a fait cette affirmation nous dise précisément de quel endroit elle parlait, alors nous pourrions nous assurer que nos militaires s'y rendent et donnent de la nourriture aux gens. Nous distribuons régulièrement de la nourriture et des couvertures aux gens.

● (1620)

Mme Alexa McDonough: Je crois que cela est extrêmement important, et peut-être pourrions-nous demander à Norine MacDonald de venir témoigner devant le comité, cette avocate canadienne de Vancouver, qui dirige le Senlis Council et qui a fait part de cette situation hier en l'accompagnant de films très dérangeants montrant des enfants comme nous n'en avons pas vus depuis la famine du Biafra. Elle s'est personnellement rendue dans cette région et on lui a dit que les gens n'avaient jamais reçu un seul petit morceau de nourriture de la base de Kandahar, que l'on pouvait pratiquement apercevoir de l'endroit où elle était. Ces gens-là n'ont jamais reçu de fournitures ou de secours d'urgence de quelque sorte que ce soit.

J'espère que nous pourrions revenir à cette question pour clarifier les choses, mais je perçois un geste sérieux de votre part, monsieur le ministre, à savoir que vous voulez aller au fond de cette affaire.

Si vous me permettez de poursuivre un peu dans cette veine, il est très difficile de vous entendre dire que les efforts de reconstruction et les efforts humanitaires sont au coeur même de cette mission de Kandahar, quand, en fait, tous les éléments d'information que nous arrivons à glaner ici et là indiquent que pour chaque dollar consacré aux efforts humanitaires et de reconstruction, neuf dollars sont dépensés pour l'effort militaire. Je me demande si vous pourriez un peu éclairer notre lanterne à ce sujet.

Je sais bien que l'on ne peut pas s'attendre à ce que vous ayez toutes ces statistiques en tête, mais je me demande si vous pourriez fournir une ventilation du nombre de militaires qui sont actuellement déployés à Kandahar, et parmi ceux-là, la ventilation entre ceux qui sont dans les EPR, tant de la force régulière que de la réserve, parce que d'après ce que je sais, il y a plus de réservistes dans les équipes provinciales de reconstruction. J'aimerais savoir si c'est bien le cas.

Aussi, vous avez parlé à plusieurs reprises des agences humanitaires dans la région, alors que, d'après nombre d'ONG, ces dernières ont simplement senti le besoin absolu d'évacuer la région parce qu'elles estiment qu'au train où vont les choses, il est simplement trop dangereux de rester là-bas pour distribuer l'aide humanitaire. À leur avis, l'absence de sécurité est provoquée par la militarisation de la formule d'aide. Personne ne remet en question la nécessité d'une approche multidimensionnelle et exhaustive en matière de développement, de diplomatie et de défense, mais beaucoup s'inquiètent du déséquilibre de cette question et veulent savoir quels dangers crée l'approche qui est actuellement adoptée dans la région.

Je me demande si vous pourriez donner plus de détails à ce sujet.

Le président: Merci, madame McDonough.

Simplement pour préciser un des points que vous avez soulevés, je crois savoir que Mme MacDonald est en train de témoigner au Comité de la défense. Donc, même si nous sommes en réunion ici, on peut espérer avoir réponse à certaines de ces questions car elle comparait devant le Comité de la défense.

Monsieur le ministre.

L'hon. Gordon O'Connor: J'ai déclaré au ministère de la Défense que notre fonction principale à Kandahar était la reconstruction. L'EPR est l'élément clé pour nous, du point de vue militaire. Le groupement tactique y a été affecté pour favoriser la sécurité afin que l'EPR puisse atteindre son niveau maximal d'efficacité. Nous avons commencé à envoyer environ 125 autres soldats d'infanterie pour protéger l'équipe pour qu'elle puisse poursuivre ses activités. Outre les projets, l'équipe rencontre tous les aînés et essaie de garder contact avec les différentes tribus. Nous affectons donc une autre compagnie d'infanterie pour protéger les membres de l'équipe. Le groupement tactique, qui sera renforcé par un escadron de chars de bataille, tentera de créer suffisamment de sécurité pour permettre à l'équipe de fonctionner. Mais l'EPR est l'élément clé, elle fait foi de tout. Nous devons améliorer la vie des Afghans.

• (1625)

Mme Alexa McDonough: Monsieur le ministre, êtes-vous en train de dire aux Canadiens aujourd'hui, par l'entremise de ce comité, que le Canada a cessé sa mission agressive de nettoyage à Kandahar?

Le président: Madame McDonough, votre temps est écoulé.

Mais vous pouvez finir, monsieur le ministre.

L'hon. Gordon O'Connor: Je n'accepte pas la façon dont vous décrivez nos opérations militaires. Nous devons chasser les talibans. S'ils nous attaquent avec des grenades, des mines et autre chose, nous devons leur faire face. Ce n'est pas une opération de maintien de la paix. Nous ne pouvons pas tout simplement parcourir les régions, lever les mains et dire: « Arrêtez s'il vous plaît. » Ils ne respectent pas les règles. Ils vont nous envoyer des kamikazes. Ils vont faire une guerre conventionnelle et ils vont utiliser des dispositifs explosifs de circonstance. Notre groupement tactique doit faire face à toutes ces choses, et il est absolument nécessaire tant que les talibans maintiendront leur niveau d'activité.

Le président: Merci, monsieur le ministre.

Monsieur Casey.

M. Bill Casey (Cumberland—Colchester—Musquodoboit Valley, PCC): Merci. Soyez le bienvenu au comité. C'est un plaisir d'avoir l'occasion de vous rencontrer.

Monsieur le ministre, vous avez parlé des parents ou des membres de la famille des soldats morts au combat. Je suis étonné de voir que de toutes les surprises que notre expérience là-bas nous a réservées, la plus grande est peut-être le soutien incroyable des familles à l'égard des soldats. Dans ma circonscription, quatre soldats sont morts, nous avons donc eu plus que notre part. Ces familles vivent actuellement dans la circonscription ou y ont grandi.

Je crois savoir que certains pays de l'OTAN interdisent à leurs soldats de servir à certains endroits en Afghanistan. Est-ce exact? Si tel est le cas, comment se fait-il que certains pays agissent ainsi? Est-ce que le comité peut, d'une façon ou d'une autre, exercer des pressions sur ces pays afin qu'ils assument une part du fardeau eux aussi?

L'hon. Gordon O'Connor: Plusieurs pays de l'OTAN ont pris des engagements militaires en Afghanistan. Nombre d'entre eux se sont engagés à envoyer un certain nombre de soldats, mais ils posent aussi des conditions quant à l'endroit où ces soldats peuvent aller et les modalités de leur affectation.

Cela pose problème depuis quelques années. Le secrétaire général de l'OTAN, le commandant suprême des forces alliés en Europe, le commandant de l'ISAF — tout le monde est au courant de cette situation. Avec le temps, certains pays ont retiré leurs conditions.

Notre pays et d'autres pays qui sont dans le Sud et dans l'Est continuent d'exercer des pressions pour amener plus de pays à supprimer ces conditions, de sorte que le commandant de l'ISAF a toute liberté pour ce qui est des affectations.

Dans la région de Kandahar, nous devons faire face aux difficultés que nous éprouvons et les pays qui sont dans le Sud et dans l'Est vont venir à notre rescousse si le besoin s'en fait sentir. En outre, les pays qui sont dans les régions du Nord et de l'Ouest nous fournissent du soutien, c'est-à-dire un mot-code militaire dans l'armée pour de l'équipement comme des avions ou des hélicoptères de combat.

L'OTAN est en train de concentrer ses forces. Mais nous voulons simplement qu'elle le fasse davantage.

M. Bill Casey: D'une démocratie à une autre, y a-t-il quelque chose que, à votre avis, nous pourrions faire en tant que comité, peut-être faire appel à un comité des affaires étrangères dans un autre pays de l'OTAN? Est-ce que cela serait utile?

L'hon. Gordon O'Connor: Je ne sais pas si cela serait utile ou non, mais je peux vous assurer que notre gouvernement, tout comme d'autres, s'occupe de cette question. Il n'y a pas de solution rapide; il faudra attendre un certain temps avant que les choses se concrétisent. Il s'agit de continuer d'exercer des pressions, et l'on constatera avec le temps que divers pays reviennent sur leur décision et continuent de modifier leurs conditions.

• (1630)

Le président: De même, faudrait-il préciser que c'est exactement ce qu'a fait le comité à l'occasion. Lorsque nous avons rencontré des comités, il est arrivé que nous les ayons encouragés à relayer le message auquel le ministre a fait référence, à savoir que l'on a besoin de plus de ressources là-bas.

Monsieur Menzies, avez-vous une brève question, très rapidement...?

M. Ted Menzies (MacLeod, PCC): Oui, mon commentaire sera bref et concis.

Monsieur le ministre, j'aimerais vous parler d'une réunion. J'ai déjeuné avec l'Aga Khan et un groupe de sa fondation aujourd'hui, et ce dont M. Casey vient de parler est précisément ce dont il nous a entretenus et ce qu'il voulait transmettre comme message. La fondation fait beaucoup de travail de développement et de reconstruction en Afghanistan, mais il nous a encouragés à prendre tous les moyens dont nous disposons, en tant que parlementaires, pour nous assurer que plus de pays de l'OTAN s'impliquent dans ce travail de reconstruction et de développement. Donc, nous sommes absolument sur la bonne voie, si vous avez des suggestions à nous faire, nous les apprécierions certainement.

J'aimerais vous poser une question rapide. Pouvez-vous décrire la route que nous sommes en train de reconstruire? Je sais que le MDN travaille à cette route. Je crois savoir que si l'on veut paver la route, c'est pour empêcher les insurgés d'y planter des bombes ou des mines. Est-ce là l'objectif principal? Et quel était le but de reconstruire cette route?

Le président: Merci, monsieur Menzies.

L'hon. Gordon O'Connor: Je vais demander au chef d'état-major de vous répondre. Il connaît la question en détail.

Gén R.J. Hillier: Monsieur, il s'agit d'une route que nous appelons la route du Sommet, d'environ quatre kilomètres, qui se rend jusqu'à la région de Panjwai-Pashmul, qui est à peu près à 25 à 30 kilomètres à l'ouest de la ville de Kandahar, en plein milieu de ce que les Afghans eux-mêmes appelaient l'été dernier le pays des talibans.

Environ 10 000 personnes vivent dans cette région. Les gens gagnent leur vie — pour subvenir aux besoins de leurs familles — grâce à l'agriculture. Ils cultivent du raisin et, en particulier, des agrumes. Il n'y a pas de routes dans cette région. Ils ont beaucoup de difficulté à acheminer leurs produits sur les marchés, et énormément de difficulté à sortir eux-mêmes de la ville de Kandahar pour y recevoir, par exemple, des traitements médicaux. Bref, ils ont beaucoup de difficulté à faire quoi que ce soit parce qu'ils n'ont pas de route.

C'est ce que nous avons constaté lorsque nous sommes arrivés dans la région pour aider à libérer cette partie du pays du joug des talibans. Nous avons réalisé que les familles qui rentraient chez elles avaient désespérément besoin de quelque chose pour les aider à avoir un meilleur mode de vie. Nous avons réalisé également que nous avons une très bonne occasion d'avoir un impact sur les familles que nous étions venus aider et de favoriser le développement. Nous avons donc entrepris la construction de la route, à l'aide de la main-d'œuvre locale et de certains entrepreneurs locaux en plus de nos ressources de génie alors que nous assurions la sécurité.

Monsieur, vous avez parlé de morts il y a un petit moment. Chaque mort est troublante, mais vous le savez, les six dernières personnes qui sont mortes ont été tuées directement dans leur travail de reconstruction ou de construction de la route, dans le développement de cette partie de la province de Kandahar. C'est assez triste à dire quand on pense aux tactiques que les talibans utilisent là-bas.

Nous voulons construire cette route pour qu'elle dure, et cela veut dire que nous voulons la paver. Oui, cela aide effectivement à réduire les possibilités que des engins explosifs improvisés y soient plantés. Cela ne les élimine pas complètement, c'est certain, parce que les talibans sont un ennemi judicieux, cela ne fait aucun doute. Mais cela nous donne une route solide dont les gens de l'endroit ont besoin pour reconstruire leur vie et peut-être voir un peu de lumière au bout du tunnel, de sorte que la vie pour leurs enfants sera de beaucoup meilleure qu'elle ne l'a été pour eux, ou qu'elle l'a été pour eux dans le passé avec les menaces que les talibans continuent toujours de proférer.

Le président: Merci, Général Hillier.

M. Bernard Patry: Monsieur le président, j'aimerais faire un rappel au Règlement.

Le président: Un rappel au Règlement?

M. Bernard Patry: Oui, je sais que vous voulez terminer parce qu'il est déjà 16 h 30, mais puis-je demander à nos témoins et au ministre s'ils seraient disposés à rester encore quatre minutes pour permettre à l'un de mes collègues de poser une dernière question?

Merci, monsieur le ministre.

Le président: Très bien. Merci, monsieur le ministre.

Nous allons ensuite passer à notre collègue, M. McTeague.

L'hon. Dan McTeague (Pickering—Scarborough-Est, Lib.): Merci, monsieur le président, merci à vous pour cela, chers collègues. Il est bon de revenir au comité.

Et merci à vous deux. Je dis cela non seulement parce que vous êtes là, mais aussi parce que je suis au courant de la touche personnelle qui caractérise vos contacts avec nos soldats blessés et leurs familles. J'ai eu le malheur que l'un des membres de ma famille soit blessé, je vous remercie de votre compassion. Je sais à quel point vous êtes engagé à l'égard de nos troupes.

En ce qui concerne l'instruction, dont M. Goldring a parlé un peu tout à l'heure, j'étais un peu inquiet. Je ne savais pas si l'un ou l'autre d'entre vous était sur la même longueur d'onde en ce qui concerne vos commentaires, Général Hillier, au sujet de la réaffectation des gens dont vous avez parlé lors de votre témoignage au Comité de la défense la semaine dernière et bien sûr, monsieur le ministre, en ce qui concerne les commentaires que vous avez faits à la Chambre des communes lundi. Je crois savoir que vous avez tenté ici de préciser cette question.

Mais cela m'inquiète toujours. Ma question s'adresse à vous deux. Comment verriez-vous et comment aborderiez-vous alors la question de l'instruction? Nous savons que cela prend du temps pour former le personnel afin de l'amener au niveau de combat, à moins que l'on aille piger chez les réservistes ou qu'on en ait un certain nombre qui ont déjà été formés et qui sont peut-être des marins ou des aviateurs qui vont être déployés pour des raisons d'infanterie. À votre avis, combien faudra-t-il de temps avant que ces personnes soient aptes aux engagements là-bas sans avoir à recourir à nouveau au redéploiement?

Je pense que cela amène la question suivante: quel est le pourcentage de réservistes qui sont là maintenant?

• (1635)

L'hon. Gordon O'Connor: Je vais tenter de répondre à une partie de cette question, après quoi je céderai la parole au chef d'état-major.

Nous atteindrons bientôt le chiffre de 2 500. Si vous prenez l'engagement en Afghanistan, vous constaterez qu'une fois que les nouvelles organisations arrivent, environ la moitié font partie du groupement tactique ou des forces de combat; l'autre moitié occupe soit des rôles de commandement et de contrôle, soit des rôles de soutien, etc. Comme le chef d'état-major y a fait allusion il y a environ 20 minutes, nous voulons essayer de puiser à même les bases aériennes et navales pour pourvoir certains postes qui ne concernent pas le combat dans notre engagement.

Pour ce qui est de l'aspect combat, nous devons regarder les chiffres, mais disons que nous avons certains membres qui sont disponibles pour un certain temps et qui pourraient être réaffectés dans l'infanterie. Ils devraient subir une certaine instruction, etc. Mais il n'est pas question de prendre des marins ou des aviateurs pour les affecter à une force de combat.

Je vais demander au chef d'état-major de répondre au reste de la question, ainsi qu'au sujet des réserves.

L'hon. Dan McTeague: Je crois que c'est la préoccupation. Comment passe-t-on de l'instruction à ce que le général a proposé? Les gens qui sont actuellement en formation sont peut-être prêts pour le combat. Le comité voudra certainement en entendre parler. Il semble y avoir un fossé entre les deux. Je comprends ce que vous essayez de dire, mais il me semble que ou bien il faudra mettre beaucoup de temps pour les former, ou bien cela aura un effet néfaste sur le recrutement au Canada à la suite de ce que le général a annoncé.

Gén R.J. Hillier: Monsieur, permettez-moi de dire qu'il n'y a pas de fossé entre nous. Nous avons la même opinion et sur toute la ligne.

Les jeunes sont nombreux à se présenter à nos centres de recrutement partout au pays. Nous avons recruté deux fois plus de soldats cette année qu'au cours de la même période l'an passé. Nous avons établi le contact avec la population canadienne. Nous aimerions réussir un tout petit peu mieux auprès des communautés minoritaires de notre pays. Nous tentons d'établir le lien avec elles, mais nous savons que cela prendra du temps.

Ce qu'il est important de retenir, monsieur, c'est que ces jeunes hommes et ces jeunes femmes qui portent l'uniforme et qui se rendent en Afghanistan seront formés pour faire le travail. Nous ne sacrifierons rien. C'est un véritable travail à tous égards, et nous allons donner la formation nécessaire.

Deuxièmement, n'oubliez pas que nous faisons actuellement la planification pour 2008. La structure éventuelle devrait être complète pour le reste de cette année et pour 2007. Nous examinons actuellement la première moitié de 2008 et nous sommes en mesure de répartir le travail. Nous ne demandons pas simplement à quelqu'un qui vient de terminer sa formation cet été de recommencer. Nous envisageons que dans un an et demi les hommes et les femmes qui sont à la fin de leur période de recrutement deviendront des recrues de base. Nous avons 252 personnes actuellement à notre école de recrutement qui en sont à cette première étape. Nous avons un an et demi pour les former à titre de soldats d'infanterie.

Nous utilisons toujours des réservistes dans nos opérations. Habituellement, nous en avons environ 20 p. 100. Mais à vrai dire, monsieur, si ces gens partent en mission, c'est qu'ils ont reçu exactement le même entraînement que les soldats de la force régulière, disons comme celui d'un aviateur ou d'une aviatrice. En fait, nous les gardons pour environ deux ans. Bref, nous les avons pratiquement comme soldats pendant ce temps. Donc nous nous assurons qu'ils sont bien formés.

Nous allons nous tourner beaucoup plus vers les réservistes pour nous permettre de construire une force régulière, pour faire ce travail, et pour contribuer à ces missions.

Le président: Merci.

Je tiens à remercier Mme Bourgeois pour sa motion qui nous a permis de recevoir le ministre et le général aujourd'hui. Merci beaucoup.

Et à notre ministre et au Général Hillier, merci d'être venus aujourd'hui et de vous être libérés pour cette séance d'information. Nous apprécions votre franchise, votre ouverture et l'information que vous nous donnez. Merci.

Je demande aux membres du comité de rester ici. Nous allons examiner certaines questions au cours de la prochaine heure.

● (1635) _____ (Pause) _____

● (1645)

Le président: Je déclare à nouveau la séance ouverte. Nous voulons examiner certaines questions.

Trois avis de motion ont été déposés au comité. Le premier est de Mme Alexa McDonough, mais elle n'est pas là.

En fait, personne n'est là pour examiner les motions qui ont été déposées ici.

M. Gerald Schmitz (attaché de recherche auprès du comité): Ils sont probablement à la salle de presse.

Le président: Certains membres du comité vont devoir décider s'ils veulent apparaître à la télévision ou s'occuper des affaires du comité. C'est maintenant que nous voulons régler les questions qui intéressent le comité.

Y a-t-il quelqu'un ici qui a déposé une motion?

● (1650)

M. Ted Menzies: Je propose que nous nous ajournions. Nous avons mieux à faire que d'attendre les gens.

Le président: La séance est levée.

Publié en conformité de l'autorité du Président de la Chambre des communes

Published under the authority of the Speaker of the House of Commons

Aussi disponible sur le site Web du Parlement du Canada à l'adresse suivante :

Also available on the Parliament of Canada Web Site at the following address:

<http://www.parl.gc.ca>

Le Président de la Chambre des communes accorde, par la présente, l'autorisation de reproduire la totalité ou une partie de ce document à des fins éducatives et à des fins d'étude privée, de recherche, de critique, de compte rendu ou en vue d'en préparer un résumé de journal. Toute reproduction de ce document à des fins commerciales ou autres nécessite l'obtention au préalable d'une autorisation écrite du Président.

The Speaker of the House hereby grants permission to reproduce this document, in whole or in part, for use in schools and for other purposes such as private study, research, criticism, review or newspaper summary. Any commercial or other use or reproduction of this publication requires the express prior written authorization of the Speaker of the House of Commons.